

**Conférence des Présidents de la Région Europe de l'APF organisée à la
Chambre des Etats de Jersey et présidée par Mme Anne Lambelin,
Déléguee régionale Europe
Rapport de Mission**

A. Informations générales

- **Objectif de la mission :** Présider la Conférence des Présidents, représenter la section belge et organiser les travaux de l'Assemblée régionale Europe 2025 + journée de travail avec la section britannique de l'Assemblée parlementaire du Commonwealth, à Londres.
- **Lien avec les compétences de la Communauté française :** la francophonie et la diplomatie parlementaire.
- **Dates de la mission :** du 19 au 21 avril 2025
- **Composition de la délégation :**
 - Parlementaire :
 - Mme Anne LAMBELIN, Déléguee régionale Europe, Députée (PS)
 - Mme Armelle GYSEN, Présidente de section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles. Députée (Les Engagés)
 - M. Jean-Paul WAHL, vice-Président de l'APF. Député (MR)
 - Autre : 2 agents du Parlement
- **Bilan budgétaire :**

Transport :	• 3 190 euros
Hébergement et frais sur place	• 5 670 euros
Total :	• 8 860 euros

- **Moyens de transport :** Train et Avion
- **Compensation carbone¹ :** 0,86 tCO₂e en avion et 24 kg CO₂e en train
- **Rencontre(s) organisée(s) en dehors du programme officiel :**
 - Autorité(s) politique(s) : oui
 - Date : le 21 mai 2025. Rencontre avec la section britannique du CPA (voir fin de rapport)
 - Autorité(s) diplomatique(s)/consulaire(s)/Wallonie-Bruxelles : oui
 - Date(s) : le 21 mai 2025
 - Descriptif : *Entretien avec le Délégué général Wallonie-Bruxelles, M. Motonobu Kasajima et trois personnalités belges installés à Londres.*
 - Autorité(s) culturelle(s)/association(s)/autre : ~~oui~~/non (à biffer)

¹ <https://www.greentripper.org/fr> plateforme belge qui permet de calculer l'empreinte écologique de ses voyages

B. Rapport de Mission

A l'invitation du Président de la section de Jersey, M. **Monfort Tadier**, les présidents de sections de la Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie se sont réunis au sein de la Chambre des États à Saint-Héliier (Jersey), les 19 et 20 mai 2025.

❖ L'ouverture des travaux de la Conférence des Présidents a été assurée par Messire **Timothy Le Cocq**, Bailli et Président des États de Jersey.

❖ Le rapport d'activités de la section sur l'utilisation de la langue française à Jersey a été présenté par M. **Monfort Tadier**, en collaboration avec Mmes **Chloé Favrat** et **Christine Bonhomme**, respectivement directrice de l'Alliance française à Jersey et directrice de la Maison de la Normandie et de la Manche.

1. Contexte géographique et historique

Elles ont souligné la proximité géographique de Jersey avec la France, en insistant sur les échanges commerciaux et les mouvements de population. Historiquement, Jersey faisait partie du Duché de Normandie entre 933 et 1204, avant de devenir dépendance de la Couronne anglaise. Durant cette période, le jèrriais s'est imposé comme langue vernaculaire, tandis que les lois normandes et l'ancien français (notamment via Wace au XI^e siècle) ont façonné l'identité juridique et linguistique de l'île.

2. Evolution du statut du français

À partir du Moyen Âge, elles ont expliqué que le français était la langue de l'administration et de l'Assemblée depuis sa création au XVIII^e siècle. L'immigration française (notamment les huguenots, le clergé et des réfugiés politiques) a aussi renforcé la présence linguistique.

Cependant, elles ont constaté un déclin du français dès la fin du XVIII^e siècle : l'anglais a progressivement dominé le commerce, l'éducation et la sphère publique. En 1900, l'anglais a été autorisé à l'Assemblée. La Seconde Guerre mondiale a aggravé la rupture linguistique avec l'évacuation des enfants. Ce déclin a été accentué par des changements démographiques et la montée de communautés non francophones.

3. Situation actuelle

Dans les écoles : elles ont relevé la disparition du programme d'assistants de français en primaire, un faible nombre d'élèves aux examens GCSE/A Level, et le rejet d'une éducation bilingue obligatoire. Le français a perdu sa place dans la scolarité courante.

Dans la société : elles ont qualifié le français de « vestige historique », présent surtout dans les noms de lieux ou de famille, parfois utilisé dans l'administration à des fins symboliques.

Langues concurrentes : elles ont mentionné la prédominance croissante d'autres langues, en particulier le jèrriais, aujourd'hui mieux soutenu, et qui est devenu en 2019 la 3^e langue officielle de l'Assemblée des États.

4. Acteurs engagés pour la francophonie

a. Le Département de l'Éducation

Elles ont présenté l'initiative *French Experience* en école primaire (6 semaines de cours en Year 5), l'usage du manuel *Salut Jersey* et le soutien de l'Alliance Française pour la préparation aux examens dans les établissements secondaires.

b. L'Alliance Française de Jersey

Elles ont souligné le rôle central de cette association créée en 1996 : cours pour enfants et adultes, préparation aux examens (DELF/DALF), activités culturelles, médiathèque riche (2600+ documents), partenariats avec le *French Festival*, etc.

c. La Maison de la Normandie et de la Manche

Son rôle de pont institutionnel entre Jersey et la France, avec un bureau permanent, un programme d'actions (culture, économie, tourisme), et son soutien à l'Agence consulaire française.

d. Le Rocher

Ce journal francophone trimestriel comme un relais des initiatives francophones et des langues régionales (jèrriais, normand, guernesiais). Distribué à 30 000 exemplaires, il dépend de financements et de sponsors.

e. Le festival Eisteddfod

Elles ont salué la participation croissante à la section française du concours artistique, avec 650 inscrits en 2024 et plus de 1000 en 2025. Les écoles primaires y participent massivement.

f. L'école FLAM

Une école associative créée en 2011, qui offre des cours du samedi matin aux enfants francophones et binationaux (4 à 16 ans) et organise des activités culturelles.

A la fin de leur présentation, le débat a porté sur les questions suivantes :

- Comment maintenir et développer la francophonie à Jersey ?
- Quelle(s) langue(s) officielle(s) pour Jersey demain ?
- Quel avenir pour le français dans l'Assemblée et dans la société insulaire ?

❖ Le Ministre Kirsten Morel, chargé du développement durable du Gouvernement de Jersey a effectué une présentation sur le renforcement du rôle des jeunes adultes dans un développement économique et durable.

Le Programme Économie du Future (FEP) de Jersey s'inscrit dans une ambition forte : faire des petites économies insulaires, d'ici 2040, des territoires à la fois performants, durables sur le plan écologique et technologiquement avancés. Une économie qui ne se contente plus de répondre aux défis du présent, mais qui anticipe et façonne son avenir.

Cette volonté découle d'une double urgence :

- D'abord démographique, avec une population qui vieillit rapidement et une main-d'œuvre active qui s'amenuise en l'absence d'une migration positive.
- Ensuite économique, car la productivité, pilier de la croissance, connaît depuis deux décennies une érosion préoccupante, compensée uniquement par l'immigration.

Face à ce constat, le FEP se déploie autour de cinq piliers fondateurs : résilience, innovation, compétences, équité et ouverture au monde.

S'agissant des constats, il rappelle que l'état des lieux brossé dans cette présentation est lucide.

Sur le plan démographique, Jersey, à l'instar de nombreuses économies développées, voit son équilibre générationnel se dégrader. D'ici quinze ans, les plus de 65 ans augmenteront de près d'un tiers, tandis que les actifs régresseront. Ce vieillissement structurel appelle des réponses vigoureuses, notamment en matière d'attractivité et de politiques migratoires.

Sur le plan de la productivité, le diagnostic est tout aussi tranché : 30 % de recul en vingt ans. L'économie, loin de se réinventer, semble avoir prolongé sa dynamique grâce à l'afflux de travailleurs. Une trajectoire insoutenable à long terme.

Pour faire face à cela, il propose un projet structuré et progressif. Le FEP ne surgit pas dans un vide. Il s'enracine dans des travaux entamés dès 2020, avec une équipe désormais consolidée. Son calendrier, méthodique, articule les grandes étapes :

- 2023 : naissance opérationnelle du FEP
- 2024 : mise en œuvre de projets concrets (énergies renouvelables, compétitivité, régulation financière)
- 2025 : renforcement des dispositifs (salaire de vie, planification urbaine, modernisation des services)

Pour ce qui est de la fuite des talents, il parle d'exode discret mais continu des jeunes diplômés et s'est posé les questions : pourquoi ne reviennent-ils pas ? Comment les inciter à rentrer ?

Pour y faire face, un projet pilote explore ces questions. Deux études clés permettent d'éclairer la situation :

- Une analyse statistique révèle que Jersey est parmi les régions où les diplômés reviennent six mois après leur départ, même si une remontée est observée après trois ans et demi.
- Une enquête locale auprès des jeunes de 19 à 30 ans confirme un désenchantement : 88 % envisagent de partir, et moins de la moitié pensent revenir. Si la sécurité, la famille et la qualité de vie sont plébiscitées, le coût du logement, la cherté de la vie et la faiblesse des opportunités professionnelles freinent les ardeurs de retour.

Pour enrayer cette dynamique, plusieurs leviers sont mis en place par le Gouvernement de Jersey :

1. Jersey Connections, une plateforme lancée en décembre 2024 pour maintenir le lien avec la diaspora, favoriser les synergies et célébrer l'identité insulaire.
2. Des mécanismes d'incitation pour que les étudiants partis étudier à l'étranger considèrent un retour après leur diplôme.
3. Une modernisation du droit du travail, donnant aux partenaires non mariés les mêmes droits que les couples mariés, facilitant ainsi leur accès au marché du travail local.

Parmi les actions déjà entreprises ou amorcées, dans un bilan d'étape, le Ministre retient :

- Le renforcement du salaire de vie
- Le soutien aux entreprises

- La lutte contre la criminalité financière (MONEYVAL)
- Le développement d'un parc éolien offshore
- Les efforts sur la connectivité, la garde d'enfants et le logement
- L'initiative "Maillot Impact" et l'adhésion au pilier 2 de l'OCDE

Avec le FEP, le gouvernement de Jersey, rappelle M. Morel, propose plus qu'un plan économique : une vision sociétale, fondée sur la solidarité générationnelle, l'excellence, et le courage d'anticiper. C'est un pari sur l'avenir, un appel à conjuguer racines et modernité pour que Jersey ne subisse pas les mutations du monde, mais les embrasse pleinement. Un large débat s'en est suivi avec les membres présents.

❖ Conformément aux thématiques précédentes de la Région Europe, qui faisaient référence à la crise géopolitique traversée depuis l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie, les délégations ont entendu le Professeur Thierry Tardy² sur le rapprochement du Royaume-Uni et de l'Union européenne en matière de défense. Au même moment, à Londres, se tenait le Sommet Royaume-Uni – Union européenne, visant à relancer leur coopération post-Brexit sur les thèmes suivants : la politique de la pêche, la mobilité des jeunes Européens au Royaume-Uni, ainsi que la politique de défense, en permettant aux Britanniques de participer aux fonds européens de développement sécuritaire.

Le professeur Tardy a structuré son intervention en évoquant trois facteurs essentiels pour comprendre ce rapprochement : le Brexit ; la présence de Trump et Poutine et le « Reset » britannique.

A. Brexit : Une opportunité paradoxale pour la défense européenne

1. Perte stratégique mais regain institutionnel

Le départ du Royaume-Uni (RU) de l'Union européenne (UE) a représenté une perte sur le plan capacitaire, mais a également levé certains blocages. Le RU freinait historiquement les avancées en matière de défense européenne.

2. Progrès post-Brexit

Depuis 2016, plusieurs avancées notables ont été enregistrées :

- Création du Fonds européen de défense (8 milliards d'euros sur 7 ans).
- Lancement de la Coopération structurée permanente (CSP) avec environ 60 projets militaires.
- Renforcement du SEAE et du MPCC, ce dernier étant le noyau d'un futur état-major européen.

3. La parenthèse de Saint-Malo

L'accord de Saint-Malo entre la France et le RU constituait une exception historique dans les relations souvent tendues entre le RU et l'intégration européenne en matière de défense.

² Le Professeur Thierry Tardy – du Collège de l'Europe, de l'INALCO et de l'Institut Jacques Delors - a présenté le rapprochement du Royaume-Uni et de l'Union européenne en matière de défense.

B. Trump, Poutine et le réveil stratégique européen

1. Poutine comme catalyseur de convergence

L'agression de l'Ukraine par la Russie a mis en lumière les vulnérabilités européennes et favorisé un réalignement :

- Coordination dans les livraisons d'armes à l'Ukraine.
- Participation britannique au programme EU MAN de formation des soldats ukrainiens.

2. Trump et l'incertitude transatlantique

L'élection de Donald Trump a été perçue comme un bouleversement majeur :

- Risque de retrait des USA de l'OTAN.
- Réflexion sur une coalition de volontaires européenne pour d'éventuelles missions de stabilisation (post-cessez-le-feu).

C. Reset : Une reconfiguration pragmatique des relations UE-RU

1. Le "Reset" sans retour en arrière :

Le Premier ministre britannique a introduit la notion de "Reset" dans les relations avec l'UE, sans envisager de retour au marché unique ou à l'union douanière, ni reconnaissance de la Cour de justice de l'UE. Le leader travailliste Keir Starmer était un « *Remainer* », mais s'inscrit aujourd'hui dans cette ligne pragmatique.

2. Pactes de sécurité : symboliques mais prometteurs :

Le pacte signé entre l'UE et le RU n'a aucune valeur juridique contraignante, au même titre que ceux signés avec la Norvège ou le Japon. Il s'agit principalement d'échanges d'informations.

3. Objectif britannique : intégrer les dispositifs européens :

Le RU cherche à participer à des instruments comme **REARM Europe**, prévoyant un emprunt européen de 150 milliards d'euros pour soutenir les industries de défense. L'accès à ces fonds est conditionné par la signature d'accords de coopération.

4. Deux niveaux de relation

- UE ↔ RU : dialogue institutionnel.
- RU ↔ États membres (France, Allemagne, Pologne) : coopérations bilatérales plus dynamiques.

Un large débat s'en est suivi avec les membres présents.

❖ A la suite de ces deux auditions les travaux ont repris avec l'intervention du Président de la section d'Andorre afin de présenter un projet de programme pour l'organisation de la 37^e Assemblée régionale Europe (ARE) de l'APF, qui se déroulera à Andorre-la-Vieille, du 19 au 22 octobre 2025 (dates d'arrivée et de départ incluses). La thématique présentée par M. **Marc Magallon**, « La coopération et le développement économique en Région Europe », a été adoptée à l'unanimité par les membres présents. La Déléguée régionale, Mme **Anne Lambelin** a proposé que le programme de la prochaine réunion prenne en considération la crise diplomatique et commerciale enclenchée par le Président des Etats-Unis, M. Donald Trump.

❖ Conformément à l'article 8 du Règlement intérieur de la Région Europe, deux actions de coopération ont été adoptées, offrant un soutien financier à hauteur de 5 000 euros pour le renforcement de la langue française dans les sections de la Catalogne et de la Macédoine du Nord. A la suite d'un débat sur les personnes visées par ces formations en langue française, le Vice-Président de l'APF, M. **Jean-Paul Wahl** a soutenu ces deux demandes soulignant l'importance d'avoir des fonctionnaires parlant le français dans les assemblées de la Région Europe.

❖ À la suite de la désignation de deux vérificateurs aux comptes, provenant des sections de Monaco (Mme **Marine Huguonnet-Grisoul**) et du Luxembourg (M. **Gilles Baum**), il a été donné quitus aux vérificateurs pour la validation des comptes 2023 et 2024.

❖ En fin de séance, la Conférence des Présidents a pris connaissance du courrier de la section polonaise, proposant l'organisation de la Conférence des Présidents au printemps 2026, en Pologne. La Macédoine du Nord a exprimé le souhait d'organiser cette conférence au printemps 2027. Concernant l'Assemblée régionale Europe en 2026, la Présidente de la section belge, Mme **Armelle Gysen**, a informé les délégués que des contacts avaient été établis avec le Parlement européen à Bruxelles afin d'y organiser la 38e Assemblée régionale Europe. Les membres ont donné leur accord à cette initiative, qui sera organisée par le Secrétariat de la Région Europe, et ont également approuvé que les dépenses liées à son organisation soient prises en charge par la Région Europe, conformément à l'article 8 de son règlement.

❖ Les membres de la Délégation belge ont mis à profit leur passage à Londres pour rencontrer le Délégué général Wallonie-Bruxelles, M. **Motonobu Kasajima**. Deux riches rencontres ont été organisées.

La première eut lieu au Parlement britannique avec la branche anglaise de l'Assemblée parlementaire du Commonwealth (CPA). Les membres de la délégation se sont entretenus avec **Helen Haywood**, Deputy Chief Executive du CPA pour la région Europe soit le BIM (Iles britanniques et méditerranée). Mme Haywood a présenté **Les Îles Britanniques et la Région Méditerranéenne (BIM) de l'Association Parlementaire du Commonwealth** comprennent les 13 Parlements et Assemblées législatives répartis à travers l'Europe et l'océan Atlantique.

Contrairement à de nombreuses autres régions, la BIM ne dispose pas d'un comité de direction permanent. À la place, les décisions régionales sont prises lors des Assemblées générales annuelles par les représentants parlementaires présents à la Conférence régionale annuelle. La région mène plusieurs programmes, notamment des missions d'observation électorale et des évaluations dans les Dépendances de la Couronne et les Territoires britanniques d'outre-mer, qui ont lieu depuis 2014. Elle propose également un programme de formation continue destiné aux parlementaires de la BIM.

La région s'engage également dans des activités axées sur le programme CWP (Commonwealth Women Parliamentarians). Elle organise des réunions et événements CWP annuels, y compris une conférence virtuelle récente en mars 2021 sur le thème des Parlements sensibles au genre.

A ce sujet, Mme **Lambelin** a proposé aux membres du BIM d'assister à la prochaine réunion de la Région Europe afin que des pistes de travail se créent sur des sujets d'intérêts communs comme l'économie et la question de l'égalité femmes-hommes.

La seconde rencontre a eu lieu à la résidence du Délégué régional avec les trois personnalités belges francophones installés au Royaume-Uni. Il s'agissait de :

Christopher Arcache. Il est producteur de cinéma et de télévision, avec une expérience variée dans les productions américaines et européennes. Il a débuté sa carrière à Los Angeles comme lecteur de scénarios et assistant du producteur oscarisé Fred Roos, connu notamment pour Le Parrain, parties II et III. Il est actuellement basé au Royaume-Uni et est représenté par Sara Putt Associates.

Frédéric Malherbe. Il est professeur d'économie et de finance à l'University College London (UCL), où il occupe plusieurs postes clés : directeur du programme MSc Finance, directeur du Centre for Finance, et co-responsable du groupe Finance, Accounting and Economics à la UCL School of Management. Il est également affilié au Département d'économie de l'UCL. Ses recherches portent sur l'intermédiation financière, la régulation bancaire, la macroéconomie et l'économie politique

Julien Danero Iglesias. Il est politologue et auteur, spécialiste du nationalisme, des politiques relatives aux minorités et de la formation de l'identité en Europe centrale et orientale. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université libre de Bruxelles et contribue aux débats académiques par ses recherches, son enseignement et ses publications. Parmi ses travaux académiques, il a coédité le volume New Nation-States and National Minorities (ECPR Press, 2013), qui analyse les défis auxquels sont confrontées les minorités nationales dans les nouveaux États.

**Signature de la cheffe de mission,
Mme Anne LAMBELIN**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'A. LAMBELIN', with a horizontal line underneath.

Date : 28.5.2025